

# Pharmacie en danger, mobilisation générale

Compte Test - 2026-04-11 19:41:28 - Vu sur pharmacie.ma

Ayoub, Hajar et Doha, étudiants à la Faculté de médecine et de pharmacie de Casablanca et de Rabat, se sont donné rendez-vous dans un café de la capitale, à quelques pas du Conseil de la concurrence. Leur objectif : participer au sit-in du 9 avril et exprimer leur profonde inquiétude face à un projet qui pourrait bouleverser durablement leur avenir professionnel. La recommandation visant à libéraliser le capital des pharmacies a agi comme un électrochoc pour toute une génération qui a choisi la pharmacie par vocation, convaincue de s'engager dans une profession de santé noble, structurée et au service du patient.

Ces étudiants ont suivi un cursus exigeant, long et sélectif. Ils se projetaient légitimement comme des professionnels de santé pleinement intégrés dans le parcours de soins, garants du bon usage du médicament et acteurs de proximité de la santé publique. Comment pourrait-il en être autrement lorsque la formation pharmaceutique est reconnue pour sa rigueur scientifique et son haut niveau d'exigence ? Après des années d'efforts, ils pensaient rejoindre une profession organisée, régulée et capable de relever les défis sanitaires, technologiques et économiques qui se dressent devant elle. Pourtant, la réalité est plus complexe. La profession n'a pas toujours su dépasser ses divisions pour construire une vision commune, sereine et ambitieuse de son avenir. Des réformes essentielles, visant à améliorer les pratiques et à consolider le rôle clé du pharmacien dans le parcours de soins, ont trop souvent été marginalisées ou diluées dans les méandres administratifs. La recommandation du Conseil de la concurrence a ainsi fait l'effet d'une véritable douche froide, ébranlant les espoirs de nombreux pharmaciens et étudiants. Mais les initiateurs de ce projet semblent avoir sous-estimé un élément essentiel : les pharmaciens n'ont plus rien à perdre lorsqu'il s'agit de défendre l'éthique de leur métier, la qualité du système de santé et surtout leur survie. L'histoire récente montre que les rares avancées significatives ont souvent été obtenues grâce à la mobilisation collective. Il suffit de se rappeler la première mouture de la loi 17-04, dont plusieurs dispositions mal formulées, voire potentiellement dangereuses, ont pu être amendées grâce à la mobilisation de la profession et aux grèves de 2006. Sans cette réaction, des mesures préjudiciables auraient pu fragiliser durablement l'exercice officinal. Un sit-in a été organisé en 2013 avant la publication du décret de fixation du prix du médicament, mais n'a malheureusement pas permis d'empêcher l'adoption d'un texte dont les conséquences ont été ressenties bien au-delà de la profession elle-même.

> En 2016, un amendement au projet de loi 109-12 portant Code de la mutualité, adopté en première lecture par la Chambre des conseillers, autorisait les mutuelles à gérer des établissements de soins et des pharmacies. Là encore, la mobilisation des pharmaciens a permis d'éviter de justesse un scénario où les organismes d'assurance auraient pu détenir leurs propres pharmacies, avec tous les risques de conflits d'intérêts que cela suppose. Malheureusement, la profession fait face à ces assauts en étant affaiblie par les dysfonctionnements qui affectent le Conseil de l'Ordre, dont les dernières élections datent de 2015. Ce blocage prive la profession d'un Conseil de l'Ordre légitime, représentatif et fort, capable de contribuer efficacement à l'élaboration des politiques de santé et à la régulation du secteur. Ce vide institutionnel favorise un désordre croissant et empêche la mise en place d'une régulation cohérente, pourtant indispensable pour garantir le respect de la déontologie et de l'éthique au sein de la profession pharmaceutique. Le 9 avril, sur appel de la Confédération des syndicats des pharmaciens du Maroc, des milliers de pharmaciens ont participé au sit-in devant le Conseil de la concurrence. Cette mobilisation massive et inédite témoigne d'une prise de conscience collective. Elle annonce peut-être une nouvelle ère où les pharmaciens d'officine, toutes générations confondues, reprendront leur destin en main. Les jeunes, aux côtés de leurs aînés, ont démontré leur détermination à relever les défis, à renforcer la résilience de leur profession et à préserver leur rôle essentiel dans le parcours de soins. Au-delà des revendications immédiates, c'est la dignité d'une profession de santé et l'avenir de milliers d'étudiants qui sont en jeu. Ayoub, Hajar et Doha ne demandent pas des privilèges : ils demandent simplement de pouvoir exercer demain un métier qu'ils ont choisi par conviction, dans un cadre éthique, équilibré et respectueux de la mission sanitaire du pharmacien.

## Abstract

Pharmacy students in Morocco have expressed deep concern over a proposed liberalization of pharmacy ownership capital, fearing it could fundamentally alter their professional future and weaken the ethical foundations of the profession. Their rigorous academic training has prepared them to serve as key healthcare actors ensuring the safe and appropriate use of medicines, yet ongoing institutional challenges and delayed reforms have created uncertainty about the profession's direction. Historical precedents demonstrate that collective mobilization has been essential in safeguarding the integrity and independence of pharmacy practice against policies that may introduce conflicts of interest. The large-scale sit-in of April 9 reflects a growing intergenerational determination to defend professional ethics, strengthen regulatory structures, and preserve the pharmacist's central role in the healthcare system.